

ZOUBIR SAHLI[\*]

## **Crise des écosystèmes et crise alimentaire : le cas de la région du Sersou**

Le clivage entre production et consommation alimentaires est une réalité de tous les jours.

Mais ce clivage tend à se creuser davantage dans les pays à croissance démographique élevée et à ressources naturelles limitées.

Dans la plupart des pays du Tiers-Monde et en particulier les pays arabes, la situation agro-alimentaire est préoccupante[1] du fait notamment que les taux de couverture de la consommation alimentaire par la production nationale de chacun de ces pays sont faibles (soit 40 à 50 % couverts par la production végétale et 30 à 35 % par la production animale)[2].

Parmi les causes principales et hormis le fait que, dans tous ces pays la population croît globalement plus vite que la production alimentaire[3], on retrouve les causes physiques et naturelles. En Algérie notamment, la régression de l'agriculture reste souvent liée à une dégradation prononcée du sol et des ressources naturelles, dégradation entendue cependant au sens large d'un ensemble d'écosystèmes naturels perturbés et particulièrement déstabilisés.

Ainsi, même si on admet que les potentialités agricoles ne sont pas toutes mises en valeur, l'Algérie vit les contraintes et les limites objectives imposées par un milieu naturel en profonde mutation. Ces contraintes et ces limites s'observent beaucoup plus au niveau de zones rurales, historiquement et structurellement marginalisées, comme le sont les zones de steppe et de montagne.

Malgré les perspectives (prometteuses) de l'an 2000[4], les planificateurs reconnaissent eux-mêmes la relation qui peut exister entre la satisfaction indispensable des besoins alimentaires des populations d'une part, et les limites imposées au développement agro-alimentaire par la situation de l'ensemble des écosystèmes ruraux, d'autre part.

Les limites imposées par la ressource «sol» restent ainsi les plus déterminants : les «ressources en terre», disent-ils, sont limitées et de plus, certaines terres, aujourd'hui faisant partie de la surface agricole utile (SAU), doivent être sérieusement protégées contre les risques d'érosion et de désertification» :

Enfin, ajoutent-ils, «l'équilibre écologique impose une réduction des terres labourables dans les zones marginales situées en montagne ou dans la steppe»[5].

Ainsi la production à des fins de consommation alimentaire ou tout autre prélèvement sur la nature peut être considéré aujourd'hui comme une véritable «exportation» de matières vivantes et de valeurs, et il est hautement dangereux de ne pas y faire attention.

La pression de l'homme (mais aussi de l'animal et de la machine) sur les ressources biologiques et alimentaires devient, dans ce cas le corollaire d'une artificialisation mais aussi celui d'une marginalisation poussées des systèmes de production agricole et alimentaire et des écosystèmes naturels en place.

C'est là une situation que nous connaissons bien, elle concerne quelques zones rurales et une variété d'écosystèmes algériens ayant perdu, au cours de l'histoire, les éléments de leur équilibre et de leur stabilité jusqu'à devenir des systèmes instables, fragiles et particulièrement sensibles à tout changement et à toute modification technique ou biologique.

Les zones montagneuses et steppiques, de même que les hautes plaines, les piémonts et les zones de contact avec les massifs montagneux sont ainsi soumis en Algérie à des pressions souvent intenses et à des processus érosifs particulièrement dangereux, provoqués en grande partie par une surexploitation des sols de culture et des aires de pâturage.

Du Nord au Sud, de nombreux écosystèmes naturels et une multitude d'agro-écosystèmes sont ainsi entrés en crise. Paradoxalement, ce sont les habitants des zones fragiles qui mettent parfois en danger de tels écosystèmes. L'évolution des besoins – surtout alimentaires – de ces populations, de même que le changement de leurs pratiques agricoles ou autres, ont permis la précipitation et le renforcement des éléments de la dégradation des écosystèmes (tels l'érosion et la déforestation), mais aussi la régression partielle des disponibilités alimentaires. La transformation des écosystèmes naturels en agro-écosystèmes a-t-elle permis la limitation de tels processus négatifs ? Certes non. Nous constatons que la modernisation des agricultures de même que la mise en valeur des terres (dites fragiles) se heurtent toujours aux problèmes de stagnation des rendements et de la productivité de la terre. Elles n'ont d'ailleurs pas pu compenser durablement les déficits alimentaires affichées périodiquement par les balances agro-alimentaires.

Tout au plus, a-t-on assisté ces dernières années, à un relèvement progressif mais lent de la production de certaines denrées alimentaires[6] dans certaines régions ou zones riches travaillées sous la forme intensive et ce grâce surtout à l'extension de la SAU (productions fourragères, arboriculture fruitière) et à l'injection de techniques nouvelles, coûteuses, mais souvent peu susceptibles d'induire durablement le dégagement de surplus agricoles

nécessaires. Dans la plupart des cas, l'intensification agricole se heurte donc à deux obstacles de taille :

La limite foncière d'une part, et la faiblesse de la base scientifique et technique de l'agriculture et de la force de travail agricole algérienne d'autre part. L'agriculture et le monde rural algériens vivent donc cette contradiction, notamment au niveau des zones rurales montagneuses et steppiques où les usages des écosystèmes sont multiples et intenses, jusqu'à mettre en péril la structure des sols et les systèmes de production agricole.

De l'agriculture de subsistance sur des zones agricoles fragiles à la pratique de l'élevage pastoral en zone de steppe, en passant par l'utilisation abusive de l'espace rural à des fins non agricoles et non alimentaires (commerce, habitat...), les usages des écosystèmes sont ici autant de pratiques que de stratégies économiques et sociales mises en oeuvre par les populations. Ces stratégies répondent d'abord à des objectifs précis en matière de sécurité alimentaire de ces populations (dégagement obligatoire d'un surplus de production pour la consommation alimentaire mais aussi recherche de revenus monétaires pour l'achat de produits alimentaires) ; mais elles répondent également à des objectifs autres, tels ceux qui sont liés à l'élargissement et à la consolidation de la base économique et sociale chez certaines catégories rurales (agriculteurs-proprétaires, propriétaires absentéistes, gros et moyens éleveurs...).

Une première réflexion s'imposera donc à nous et concernera l'évolution des écosystèmes, plus particulièrement au niveau d'une région rurale, le Sersou, que nous avons choisie comme objet de notre étude.

A quels types d'écosystèmes a-t-on à faire dans cette région rurale ? quels sont les usages principaux au niveau de chacun de ces écosystèmes, plus particulièrement dans la situation de crise dans laquelle s'est installé le milieu rural algérien ?

Cela nous amènera à voir comment agissent concrètement les différents acteurs sociaux de ce milieu rural (agriculteurs en zone de montagne et de piémonts, agro-pasteurs sur les hauts plateaux) pour s'adapter à cette situation de crise ou tout simplement pour subsister. Ce sera là une radioscopie de la situation des trois «agro-écosystèmes» principaux présents au niveau de la région de Sersou. Comment évoluent les systèmes de production et d'activités à l'intérieur de ces agro-écosystèmes ? comment évoluent les pratiques et les actions des populations vivant dans ces agro-écosystèmes, compte tenu notamment de l'état de dégradation du milieu naturel sur lequel ils vivent et de la crise générale du monde rural ? Quelles solutions alternatives comptent-ils adopter, lorsqu'on sait que l'écart entre leurs besoins de consommation alimentaire et leurs capacités de production ne cesse de grandir ?

Une série de questions auxquelles nous tenterons de répondre tout en sachant la difficulté à enclencher un développement rural véritable

dans une région comme celle-là avec les mécanismes d'auto-régulation naturelle et détruit l'équilibre de la biosphère, ce qui en fin de compte se retourne contre lui...[9].

Cette situation semble caractériser bon nombre d'espaces ruraux algériens. Les écosystèmes sont devenus ici des agro-écosystèmes et des systèmes pastoraux producteurs de biens alimentaires certes, mais également, consommateurs d'espace et de valeurs...

La transformation des écosystèmes dans le milieu rural algérien apparue comme le reflet historique de la transformation de l'espace rural, grâce surtout à la transformation ou le changement des modes de vie et des stratégies humaines. Effectivement, l'évolution des genres de vie et des modèles de consommation des populations se traduit pour une certaine transformation des pratiques et des systèmes de production et d'exploitation du sol. Cela entraîne le plus souvent ces populations à exercer des pressions sur l'espace et donc sur les éléments des écosystèmes en place. Ces pressions proviennent certes des hautes densités de population par unité d'espace productif (densité à l'hectare), mais elles sont surtout la conséquence de situations historiques et économiques particulières qui font qu'il existe, au sein d'un même espace de production, des luttes et des compétitions, entre les hommes pour l'appropriation d'un tel espace de même que des regroupements forcés[10] ou abusifs des populations.

La situation d'équilibre des agro-écosystèmes en Algérie se trouve donc remise en cause dès lors que les pratiques agricoles et pastorales, en tout autre pratique sociale, dépassent en intensité les conditions de reproduction des éléments des écosystèmes (ressources naturelles, eau, sol...).

Cela entraîne, en retour, non seulement la régression des ressources végétales et des ressources en sol et en eau des écosystèmes, mais bien plus, la productivité agricole et pastorale, et donc alimentaire.

## **1. La région du Sersou : Cadre d'évolution et d'intégration de trois écosystèmes ruraux particuliers**

### **1. Présentation de la région du Sersou :**

La région du Sersou fait partie de l'ensemble des Hautes-Plaines Sud-Oranaises, bien qu'elle déborde légèrement vers le nord (montagneux) et l'est (steppique).

Cette région qui constitue un quadrilatère relativement parfait, se trouve bordée à l'est par la zone de Ksar-El-Boukhari, au nord par les piémonts méridionaux de l'Ouarsenis, à l'Ouest par les monts de Frennda, au sud et au sud-est par de vastes étendues steppiques, entrecoupées par les plateaux caillouteux du Mont Nador.

Elle se trouve sur un plateau semi-aride, située entre 900 et 1200 mètres d'altitude et coupée au centre par le Nahr-El-Ouassel, un oued

à débit irrégulier, et au sud-est par l'oued Touil (Chellala, Zmalet El-Emir Abdelkader).

La pluviométrie y est irrégulière et mal répartie dans l'année (une sécheresse tous les 8-10 ans environ) : on peut trouver ainsi du nord-ouest au sud-est trois étages bioclimatiques et écologiques répartis suivant l'isohyète et l'altitude.

#### **A. La zone de contact nord avec l'Ouarsenis.**

Zone de piémonts située à une altitude moyenne de 800 à 1200 mètres avec une isohyète de 450 à 600 mm de pluie par an.

#### **B. La zone de contact sud avec le Djebel Nador.**

Zone dite «Sahari», frange agro-pastorale du Sersou, située à une altitude moyenne de 600 à 800 mètres, avec une isohyète de 250 à 300 mm de pluie par an.

#### **C. La zone du Sersou central.**

Zone intermédiaire : Hautes-Plaines céréalières, situées à une altitude moyenne de 600 à 1000 mètres d'altitude avec une isohyète de 350 à 450 mm de pluie par an.

Ces trois zones constituent en fait les trois écosystèmes dont il sera question dans cette étude, vu leurs caractéristiques et leurs différences particulières.

### **L'écosystème : «Piémonts-montagne»**

La zone de piémonts est une zone de contact avec le vaste plateau du Sersou. C'est une zone accidentée, à pente faible à forte, à orientation nord-ouest et qui se trouve située à une altitude moyenne de 800 à 1000 mètres. La pluviométrie y est importante (isohyète 450 à 600 mm de pluie par an), mais malheureusement irrégulière et mal répartie dans l'année.

La végétation se compose de forêts clairsemées (des associations d'«olivier-lentisques», de «chêne-vert», de thuyas, figuier de barbarie et de pin d'Alep), ainsi que des formations steppiques (sparte ligeum, drinn, armoise blanche...), ayant subi cependant un processus de dégradation avancé.

Néanmoins, c'est là une zone à fortes potentialités avec une superficie agricole de plus de 45.000 ha. L'existence d'enclaves irrigables et de terres alluviales, particulièrement au niveau des piémonts à faible pente, a permis ainsi la pratique de la céréaliculture sans assolement, des cultures maraîchères, de l'arboriculture fruitière et d'un élevage certes extensif mais relativement important.

Mais l'occupation des sols dans cette zone ne représente plus cette symbiose quasi ancestrale entre les hommes et les ressources. Cette zone a connu en effet une époque où elle se trouvait dans une

situation de complémentarité avec l'ensemble des Hauts-Plateaux du Sersou et de la steppe : «A l'opposition nord-sud, l'homme a imposé ici une complémentarité entre cultures permanentes et élevage extensif à grande échelle, à laquelle s'est ajoutée une utilisation de toutes les ressources naturelles (forêt du nord, Djebel Nador, diss, alfa et bettoum au sud...)[11]. Cette complémentarité était réalisée en grande partie grâce aux déplacements des populations et des cultures. Mais le refoulement de ces populations vers les hauteurs, de même que la régression des pratiques des cultures associées à l'élevage, a entraîné le surpeuplement relatif des enclaves de piémonts, le morcellement des propriétés foncières et le resserrement des familles sur des espaces réduits.

Le nord du Sersou devient alors une zone d'accueil des populations de la région : les densités de population augmentent et atteignent au début du 20e siècle les 25 à 30 habitants au kilomètre carré (nord du Nahr El Ouessel).

La paysannerie déracinée, appauvrie et de plus en plus marginalisée abandonne aux entrepreneurs et aux capitalistes agraires les terres du plateau et les cuvettes du Sersou pour s'installer sur les pentes fortes (notamment vers les années 30 et 40 où l'on enregistre dans cette zone un fort accroissement démographique[12] ) ; il y a eu par la suite un reflux partiel de la population des piémonts vers le Sersou central (Mahdia, Tissemsilt).

Mais l'attachement au terroir familial en tant que règle sociale à respecter continue actuellement d'exister, malgré le fait que les systèmes de production agricole soient caractérisés par «la régression de l'élevage familial, l'unification culturelle (en dépit des variations pédologiques et climatiques) avec des assolements blé dur, blé tendre, orge[13], et l'accentuation de la nature extensive des moyens de production et de la force de travail.

Mais cet attachement n'est souvent considéré ici que comme une nécessité et un point de départ à des «stratégies familiales» de placement de la force de travail familiale à l'extérieur, particulièrement dans les secteurs extra-agricoles. L'exode agricole, pour les plus jeunes et les plus vigoureux, devient donc une nécessité, et un mode de vie d'une «véritable société rurale en émergence»[13]. Elle concerne autant les fils et les proches parents des agriculteurs, que les paysans sans terre et les bergers. «Pour tous ces gens gagner la ville, c'est conquérir l'accès aux modes de relations, de services et de consommation du citoyen moderne[13]».

Le départ en «ville» ou à «l'extérieur» n'est cependant pas total, si bien que les «émigrés partiels» reviennent périodiquement à leur terroir d'origine pour reproduire leur force de travail, habiter et augmenter ainsi les densités d'occupation de l'espace.

De 1966 à 1977, l'accroissement des populations était si rapide dans la zone de contact du Sersou que les densités ont atteint et dépassé

les 64 habitants au kilomètre carré à Béni-Hindel, 47 à Tissemsilt et 30 à Teniet el Had[13].

Ainsi la zone de piémonts devient peu à peu le refuge d'une population rurale croissante qui investit par son bâti et ses pratiques agricoles ruineuses, les enclaves les plus exposées.

Dans la plupart des cas la subsistance devenant précaire, la pression sur le sol s'accroît jusqu'à faire régresser le peu de disponibilités alimentaires ; la réalisation de la reproduction simple passe donc par la mise en oeuvre d'une double stratégie «familiale» :

1) *Celle qui consiste d'abord à occuper le sol et à consolider sa position sociale*, certes par une agriculture de subsistance, mais aussi et surtout par un habitat et une série d'activités extra-agricoles plus ou moins rentables (commerce, location de matériel agricole...).

2) *Ensuite, celle qui consiste à pratiquer une politique de «placement» de la main-d'oeuvre familiale à l'extérieur du terroir familial*, afin d'attirer le maximum de revenus monétaires.

La première «stratégie» entraîne une emprise souvent destructrice sur un espace fragile et la mise en cause de l'écosystème «piémonts» proprement dit ; la deuxième, par contre, tente de soulager, temporairement, cet espace de son trop plein d'hommes, mais contribue par la même occasion à dévitaliser la zone de sa richesse principale : la force de travail rurale. L'abandon des aménagements agricoles entraîne d'autre part un certain embroussaillage et une perturbation partielle de l'écosystème végétal.

Dans la plupart des exploitations de cette zone, le travail agricole sur l'unité de production familiale perd progressivement de sa valeur. Il ne sert désormais que comme appoint permettant tout juste aux familles des petits fellahs (5 à 10 ha) et des fellahs moyens (10 à 20 ha) de tirer un minimum de subsistance[14]. Les salaires monétaires externes qui constituent l'élément capital de la reproduction des familles sont destinés en grande partie à satisfaire la consommation alimentaire de ses membres et la consolidation de la base économique et sociale des chefs de famille.

Permettent-ils cependant l'amélioration du niveau de productivité agricole des exploitations de la zone ?

Nous ne le pensons pas, vu que dans cette zone l'investissement agricole est faible et l'utilisation des techniques d'intensification (engrais, façons culturales, mécanisation), hormis les exploitations pratiquant les cultures maraîchères, paraît insignifiant.

La production agricole est d'ailleurs faible, mis à part les communes céréalières de Tissemsilt, de Ammari et de Sidi Hosni, la production vivrière composée de céréales, de fruits secs, de légumes et des produits d'un élevage familial extensif, est ici particulièrement faible. Les rendements céréaliers, par exemple, varient en moyenne de 4 à 7 quintaux à l'hectare, les plus petits fellahs (ayant de 1 à 10 ha) sont

ceux d'ailleurs qui ont les rendements les plus faibles (4 à 5 quintaux/ha).

La céréaliculture est pratiquée sans assolement précis : l'existence de la jachère (nue) limite quelque peu les possibilités d'augmentation de la production agricole, sauf peut-être au niveau des enclaves de Sidi-Hosni et des domaines autogérés de Tissemsilt et de Ammari où existent de grandes possibilités d'intensification et de diversification des systèmes d'assolement (exemple : assolements de type : «céréales, fourrages, légumes secs).

Ainsi, du fait de l'extensivité de l'ensemble des systèmes de culture et de production, et du fait que l'espace subit ici plus qu'ailleurs un processus de dégradation avancé, l'écosystème est entré en crise ; cette crise va se manifester.

1) *Par une dégradation physique inquiétante*, caractérisée par de nombreux affaissements de terrains et le rabattement des nappes hydriques ;

2) *Par une régression des disponibilités alimentaires* ; en effet l'écosystème agricole ne produit plus assez de nourriture du fait notamment de la perturbation des complémentarités entre l'arboriculture, la céréaliculture et l'élevage familial (l'arboriculture n'occupe que 10 à 20 % de la SAU totale de la zone), de même que la réorientation des activités des populations et le changement des modèles alimentaires de la plupart des familles vers la consommation de produits achetés à l'extérieur.

3) *Enfin par une certaine marginalisation des systèmes de production et des populations par rapport aux progrès réalisés ailleurs dans le pays* ; la marginalisation des populations n'est d'ailleurs pas seulement géographique, elle est également socio-économique et culturelle.

C'est donc l'exemple parfait d'une économie agraire certes dynamique dans ses fonctions, mais relativement désarticulée et partiellement rongée par un système d'occupation et d'exploitation du sol ayant montré clairement ses limites, tant sur le plan de la productivité agricole (les rendements sont évidemment faibles) que sur le plan de la stabilité de l'écosystème "piémonts".

Les populations rurales, en tant qu'acteurs sociaux de cet écosystème, ont perçu le danger d'une telle situation de dégradation et de marginalisation de leur univers immédiat. Leur grand nombre et leur difficulté à reproduire simplement leur système et leurs forces de production les amènent à s'inscrire dans une problématique de crise. Mais les solutions alternatives trouvées pour faire face à cette crise se heurtent toujours à la logique de production et de reproduction imposée par le milieu d'une part, et par la logique de consommation de l'ensemble des populations rurales habitant cette zone, d'autre part.



En effet, ces populations, face à une situation de crise (surtout alimentaire), ignorent la mise en valeur et la protection nécessaires des terres et des ressources naturelles, elles ne peuvent d'ailleurs s'y consacrer vu la faiblesse de leurs moyens humains et matériels.

Les seules stratégies mises en oeuvre pour sortir de la crise, mais aussi pour consolider leurs positions sociales (pour la catégorie des paysans moyens), sont celles :

- d'une accentuation de la pression sur le sol, sans pour autant pratiquer l'intensification agricole ;
- ou d'une ponction opérée sur la force de travail locale au profit des zones limitrophes (hautes plaines) ou des secteurs extra-agricoles. L'ère des complémentarités inter-zones et inter-écosystèmes étant totalement révolue, la subordination et la dépendance partielles et/ou totales prennent le relais et s'inscrivent désormais dans un mouvement global de dépendances zonales ou régionales dont les conséquences sont partout visibles en Algérie.

Les solutions alternatives, venant nécessairement de l'extérieur mais tenant compte des réalités locales, aussi complexes soient-elles, sont donc à chercher beaucoup plus dans un processus global de protection et de régénération de l'espace «piémonts», mais aussi de remise en cause de la dualité «plaine-piémonts», que dans un processus technique de remodelage de l'espace de production et d'intensification agricole précipitée.

Les erreurs commises dans la plupart des programmes axés sur la productivité agricole, quand ils sont appliqués à un espace agricole connu pour être très fragile, sont nombreuses et porteuses d'enseignements divers.

Dans la wilaya de Tiaret (et une partie de la wilaya de Tissemsilt), il est justement question d'un programme de développement des zones montagneuses et de piémonts, initié par le BNEDER pour le compte de la DAP dans le cadre du 1er plan quinquennal (1980-1984) et les projections pour 1989.

Ce programme est surtout axé sur le développement de l'arboriculture fruitière, considérée ici comme le pivot de l'opération, sur plus de 700.000 ha (9 sous zones), soit 26 % de la SAU totale des deux wilayate. Une première phase consiste en la plantation de 8000 ha en sec (tous secteurs confondus) sur des terrains montagneux et de piémonts occupés originellement par la céréaliculture et les parcours.

A cela devraient s'ajouter (2e plan quinquennal) une série d'opérations de plantation d'arbres fruitiers (sur 10.000 ha) et des vignobles (2900 ha), la suppression des surfaces céréalières et leur remplacement par des cultures de légumes secs et des fourrages, le développement de l'apiculture et de l'élevage bovin [\[15\]](#).

Ce programme semble évidemment s'inscrire dans une problématique de protection de l'espace rural et de développement des activités

productives, dans une zone connue comme étant une zone marginalisée.

Mais n'est-il pas question ici de programmes techniques sans aucune attache avec la réalité écologique d'une part et les conditions sociales, d'autre part, comme l'ont été de nombreux programmes de développement rural ?

Nous espérons le contraire, vu que la protection et la régénération de l'espace piémonts est devenu aujourd'hui une nécessité absolue et la priorité des priorités, même si l'intensification agricole est indispensable. Celle-ci pourrait, à notre avis, intervenir plus tard lorsque seront posés les conditions de rééquilibrage du couple «Homme-milieu naturel» et lorsque seront réintroduites les conditions de complémentarité entre les cultures et les activités pastorales. Ce développement rural serait un développement de la zone des piémonts en complémentarité avec les zones du Sersou central et de la steppe, avec comme support un aménagement rural, agricole et pastoral et comme éléments l'infrastructure et les échanges inter-zones.

### **L'écosystème «steppique» (le Sersou pastoral)**

Le sud et le sud-est de la région du Sersou forment une vaste étendue steppique, caractérisée par un relief plat, entrecoupé çà et là par des monts de moyenne altitude (Djebel Nador). Le climat y est aride : les écarts de température sont ainsi très élevés entre un hiver rigoureux et un été torride, les vents restent violents et les précipitations brutales mais insuffisantes (350 mm à 400 mm de pluie par an entre Aïn-Dheb et Sougueur, et 250 mm à 300 mm entre Ksar Chellala et Aïn Dzarit...).

Dans cette région existe une végétation riche mais en voie de dégradation, composée de plantes à pâturage, et une mosaïque de végétaux formant des zones et des nappes particulières :

1) Les zones ou nappes alfatières (associées à des parcours divers) sur près de 80.000 ha, et sur lesquels on a recensé des charges animales (troupeaux d'ovins et de caprins) de plus de 30.500 têtes, soit l'équivalent de 0,5 à 1 ovin à l'hectare.

2) Les zones non alfatières (parcours d'armoise blanche, notamment) sur près de 5.000 ha, et sur lesquels on a recensé jusqu'à 15.000 têtes d'ovins, soit l'équivalent de 3 ovins à l'hectare.

3) Enfin les zones à pacages nus (parcours à formations steppiques secondaires : drinn, guettaf, attriplex, harmel...) sur près de 4.000 ha avec une charge animale de 11.000 têtes, soit l'équivalent de 2,5 ovins à l'hectare.

Ainsi, même si elle n'est pas aussi forte que dans d'autres régions steppiques (Djelfa, sud de Saïda), la charge animale est ici assez importante et significative de l'emprise et de la forte pression qu'exercent hommes et animaux sur l'espace steppique. Cet espace

va devenir à son tour un espace à convoiter et à exploiter, vu que dans cette région vit une population de semi-nomades et de néo-sédentaires pratiquant un élevage pastoral et une agriculture de fortune sur fonds d'oued («dayate»). L'élevage pastoral, doublé d'une série d'activités d'engraissement et d'embouche constituent cependant les activités principales de cette région.

Si bien que l'on compte, dans la seule zone agro-pastorale de la wilaya de Tiaret, 400.000 têtes d'ovins (dont à peine 86.000 têtes appartenant à des petits éleveurs et plus de 300.000 têtes à des moyens et gros éleveurs[16] et 1000 têtes de caprins.

Cette pression animale n'est pas bénéfique pour le sol et pour l'espace parcours. Beaucoup plus que dans le Tell, l'espace parcours a été ici sérieusement perturbé et largement soumis à un processus de dégradation physique qui s'est le plus souvent traduit :

**1) Par des phénomènes d'appauvrissement et de raréfaction de la flore locale** ; l'observation actuelle de la végétation steppique nous montre une dégradation avancée et un piétinement intense de nappes d'armoise et d'alfa, ainsi que des phénomènes d'ensablement qui progressent lentement mais sérieusement vers la limite nord de la frange agro-pastorale du Sersou (nord d'Aïn Dheb, de Ouled Djerad...).

D'autre part, les traces de l'emprise destructrice de la pression humaine (due notamment à la pratique des labours et de la céréaliculture) et de l'animal peuvent s'observer au niveau du couvert végétal proprement dit : en effet, l'appréciation de la phytomasse (la masse végétale qui est en fait la partie intéressante du couvert végétal) fait montrer que la quantité et la qualité de celle-ci régresse d'une année à l'autre. L'avis des spécialistes est donné à travers une série d'études géobotaniques (projet d'Oued Touil, mission soviétique[17] et phyto-écologiques (effectuées par le CRBT au sud de Saïda et près de l'office de mise en valeur de Aïn Skhouna, dont une partie relève du sud du Sersou[18]). Toutes ces études arrivent à la conclusion que la production totale de l'armoise blanche ne correspond en fait qu'à 30 ou 40 % de son potentiel écologique réel (soit 300 à 400 kg de matière sèche à l'hectare sur un potentiel exploitable de près de 1000 kg de matière sèche à l'hectare[19].

Mais la dégradation la plus importante touche cependant beaucoup plus les nappes alfatières. Avec 30.500 ha d'alfa, la zone méridionale du Sersou (Aïn Dzarit, Chellala, Médrissa...) constitue une zone importante qui subit toutefois un processus de dégradation (physique et mécanique) relativement avancé. Les causes de cette dégradation semblent être les incendies, les piétinements, le sur-pâturage et l'exploitation à des fins industrielles. La cueillette de cette plante steppique se fait d'ailleurs d'une manière déplorable et l'introduction de la récolteuse mécanique de l'alfa a accentué beaucoup plus fortement le processus de dégradation (du sol et du système racinaire de la plante).

La productivité de l'alfa, mesurée dans la zone de Bordj El May et sur le périmètre de mise en valeur de Aïn Skhouna, limitrophes de la wilaya de Tiaret, par une équipe du CRBT, tend à régresser dangereusement à moins de 400 kg de matière sèche par hectare et par an [20].

**2) Par des phénomènes d'aridité du milieu et une remise en cause proprement dite de l'écosystème steppique :**

En effet, les rapports «Homme-milieu steppique» ont toujours revêtu un aspect particulier d'exploitation mais aussi de conservation de l'écosystème naturel qui a longtemps réglé le mode de vie des pasteurs de la région. Mais la steppe, en tant qu'espace de transition entre le Tell et le Sud, a perdu de son rôle d'intermédiaire et devient elle-même un lieu d'exploitation et de surexploitation particulière convoité.

Dans la zone méridionale du Sersou, face aux difficultés pour partir en Achaba vers le Tell ou enen Azaba vers le Sahara, les troupeaux (des agropasteurs) exploitaient plus intensivement des pâturages dont l'équilibre écologique n'avait pas été atteint jusque-là [21].

L'absence de boisement a évidemment accentué une telle situation mais "c'est le défrichement des terres moins favorables (plus au sud au moment de la colonisation) et le redéploiement récent de la céréaliculture en steppe "humide" qui ont permis la destruction des pâturages" [21], l'ensablement des aires de culture et l'apparition de ces auréoles de désertification autour des points d'eau.

**3) Par l'installation d'une situation de crise économique et sociale au niveau de cet ensemble agro-pastoral qu'est le Sersou.**

En effet, sur le plan humain, la zone pastorale du Sersou est également entrée en crise. Les populations, quoique dynamiques, connaissent progressivement le phénomène de marginalisation.

La subsistance de la plupart d'entre elles devient aussi précaire qu'ailleurs. Elle est certes assurée par les produits d'un élevage en apparence florissant (laites et laitages, rarement de la viande), mais aussi par l'échange et l'achat de produit céréaliers (graines de blé, semoule, sucre, huile...).

Vers la fin des années 70, on a pu évaluer une moyenne de 40 à 42 kg de viande consommée par personne et par an et près de 130 à 150 kg de céréales par personne et par an dans la commune agro-pastorale de Aïn-Dheb au sud de Tiaret. Mais ce ne sont là que des estimations générales et hasardeuses, l'observation des cas de malnutrition chez de nombreuses familles de bergers et de petits éleveurs incite à dire que la situation alimentaire et donc économique de beaucoup de ces familles est aléatoire. Cette situation va se trouver aggravée par l'augmentation de ces populations (d'anciens nomades) qui effectuent ainsi un retour progressif vers les hauts plateaux du Sersou.

D'ailleurs, forte consommatrice de main d'oeuvre saisonnière l'agriculture coloniale (et celle des domaines autogérés) du Sersou attire aussi les éleveurs nomades ruinés. Ces derniers; "viennent s'installer de façon permanente en bordure du sud de Sersou, en habitat épars"<sup>[22]</sup>. Ce sont là tous les pasteurs marginalisés qui vont peu à peu peupler les villes secondaires de la région, les secteurs de service, l'agriculture coloniale puis celle des grands domaines céréaliers ; mais également ceux qui pratiquent encore et toujours un élevage extensif et une agriculture minière, destructrice de l'espace steppique.

Ces pratiques agricoles traduisent d'ailleurs la situation de marginalisation dans laquelle se sont installés les plus infortunés de ces populations. Ce sont des pratiques ultimes, caractéristiques d'un état de paupérisation dramatique que beaucoup essaient d'éviter en vendant temporairement leur force de travail à l'extérieur.

Par contre la multiplication des effectifs du cheptel, sur un espace reconnu pour être fragile, a d'autres causes que la marginalisation des activités et des populations pastorales ne peuvent évidemment pas expliquer.

La cause principale d'une trop forte concentration du cheptel ovin sur l'espace steppique est due principalement à la nature des besoins globaux en viande rouge de l'ensemble de la population algérienne, caractérisée par une forte demande et l'existence d'un marché contrôlé exclusivement par une minorité d'éleveurs et de spéculateurs.

Cela implique des stratégies d'exploitation de l'espace steppique et de conduite particulières de l'élevage, ayant pour finalités la rentabilité financière et le contrôle de la production et de la commercialisation des troupeaux d'ovins, et pour base un système de rapports sociaux favorable à une minorité d'éleveurs et de maquignons, le plus souvent venus du nord.

L'augmentation des effectifs du cheptel ovin au niveau de cette région ne fait aucun doute (on a compté 400.000 têtes d'ovins à la fin de 1984), mais cette augmentation du cheptel n'a eu que peu d'impact sur le niveau de vie de la majorité des petits éleveurs et des agropasteurs de la région et n'a pas eu d'ailleurs que peu d'influence sur le développement agro-écologique de cet espace fragile. Dans la plupart des cas, nous constatons :

1) *Que les besoins alimentaires des catégories sociales défavorisées (bergers, petits éleveurs) ne sont pas entièrement satisfaits ;*

2) *Cela entraîne automatiquement des déplacements successifs des parcours et des aires de culture vers des zones moins dégradées et moins arides, situées plus au nord à la limite et parfois même à l'intérieur des Hauts-plateaux du Sersou.*

Ce redéploiement des activités pastorales (et agricoles) au delà de la limite supérieure de l'isohyète 300 mm de pluie par an (Chellala,

Medrissa, Aïn Dheb, Sougueur, Mahdia...) constitue donc une réponse particulière à la régression des disponibilités alimentaires au niveau de la steppe (désormais dégradée) de la part des populations pastorales marginalisées. Mais ce n'est là que l'aspect apparent de la réalité. Les causes profondes qui ont motivé la véritable redéploiement des activités pastorales au delà de la steppe «humide» sont à chercher, également et beaucoup plus, dans le processus historique de «reconquête de l'espace hauts-plateaux» du Sersou, «reconquête» effectuée cependant par les gros et moyens éleveurs de la région, appuyés par des notables, et ce pour des objectifs strictement économiques.

Ainsi les règles traditionnelles de transhumance et les pratiques agricoles qui les accompagnent, dans un tel contexte de crise écologique et alimentaire, ont été largement modifiées et ce dans le sens :

- d'une dégradation de plus en plus prononcée du couvert végétal ;
- d'une marginalisation dramatique des populations pastorales ;
- mais aussi d'un renforcement du pouvoir économique et social d'une oligarchie d'éleveurs pratiquant un élevage servi intensif, relativement peu susceptible d'induire le développement.

Il y a donc matière à remettre en cause la crise profonde dans laquelle s'est désormais installé l'écosystème «steppe». Cette remise en cause pourrait porter sur plusieurs niveaux de valorisation des ressources et des activités.

1) Le premier niveau de valorisation pourrait concerner les nappes alfatières et l'ensemble des parcours steppiques qui régressent dangereusement de jour en jour : les programmes de mise en défens, imposés plus que conseillés, n'ont toujours pas répondu à l'objectif de protection et de régénération de la flore locale, mais la limitation de petites surfaces à protéger et à réensemencer serait d'un plus grand apport.

2) Le deuxième niveau concernera la valorisation des ressources hydrauliques : l'hydraulique pastorale avec toutes ses composantes est à dynamiser et à généraliser.

3) Le troisième niveau concernera la stabilisation, la valorisation et l'intensification de toute la gamme des systèmes de production agropastorale ; notamment la rationalisation des systèmes d'élevage (limitation des effectifs du cheptel ovin dans la steppe, «le renvoi» vers le nord des effectifs excédentaires et la limitation des surfaces labourables.

4) Enfin un quatrième niveau de redynamisation de la société agropastorale dans son ensemble.

A cet effet, les prévisions du 2e plan quinquennal (1985-89) semblent prometteuses, notamment lorsqu'on sait que les actions à mener s'inscrivent justement dans les quatre niveaux de valorisation citée

plus haut. Par ailleurs, il existe dans la région deux structures de mise en valeur agro-pastorale (qui débordent cependant sur d'autres wilayas) :

1) L'office de mise en valeur de l'Oued Touil qui se trouve déjà enrichi de plusieurs études et expérimentations dans les domaines phyto-écologiques, agro-pédologiques et socio-économiques.

2) L'office de mise en valeur de Aïn Skhouna qui a un caractère pastoral et qui se trouve également enrichi de nombreux apports de spécialistes, notamment dans le domaine de l'hydraulique pastorale, la phytoécologie, l'aménagement pastoral (la mise en défens), la coopération pastorale...)[23].

### **Un écosystème de transition : les Hautes plaines du Sersou**

Les hautes plaines du Sersou central, constituent un espace économique et social relativement privilégié. C'est un espace de transition entre des piémonts surpeuplés et une étendue steppique en voie de dévitalisation ; un espace de passage, mais aussi un lieu de sédentarisation partielle puis totale des anciens nomades venus du sud, ou des fellahs montagnards «venus du nord au lendemain de l'indépendance du pays».

Encadré au nord par l'immense massif de l'Ouarsenis, et au sud par le Djebel Nador et ses prolongements orientaux, «il constitue une enclave qui forme un contact original entre le Tell et les Hautes plaines (steppiques)»[24].

Traditionnellement, il a été toujours divisé en trois parties :

- 1) Le Sersou de Tiaret : pays de collines et de Bad-Lands.
- 2) La cuvette de Tissemsilt.
- 3) Et le plateau de Mahdia, au sud du Nahr-El-Ouassel[24].

La cuvette de Tissemsilt et le plateau de Mahdia sont en fait les seules zones intéressantes du point de vue agricole, en incluant évidemment leurs prolongements occidentaux. (Oued Lili, Dahmouni) et méridionaux (Mallakou) c'est là une vaste bande de 170 km de large qui parcourt tout le Sersou selon un axe sud-ouest/nord-est[25]. Les terres sont moyennement profondes et relativement riches, recevant entre 350 et 450 mm de pluie par an et se situant à une altitude moyenne de 600 à 1000 mètres d'altitude.

Du nord au sud, on passe donc d'une zone de piémonts à faible pente et à sols peu profonds, pouvant supporter l'arboriculture et une céréaliculture sans élevage, à une autre zone, le Sersou central, consacré essentiellement à une céréaliculture, associée à un élevage extensif d'ovins. Cette céréaliculture occupe ainsi plus de 300.000 ha (1985), soit 80 % de la surface agricole utile[25], le secteur privé n'occupant que 20 à 30 % de cette SAU (surtout à Tissemsilt, Oued Lili, Keria, Hamadia, Mallakou...). Sur le plan historique, le Sersou dans son ensemble était autrefois une région exclusivement exploitée par les activités pastorales, bien que sa zone de contact nord avec le



massif de l'Ouarsenis avait des activités agricoles assez diversifiées (voire étude sur la zone de piémonts).

L'époque berbère était ici caractérisée par des aménagements agricoles sur les zones de piémonts (terrasses de cultures, olivettes) et par la pratique généralisée des cultures et de l'élevage itinérants en zone de plaine.

Mais dès la conquête romaine on a vu l'introduction de la monoculture céréalière sur ce qui est convenu d'appeler aujourd'hui la cuvette du Sersou, de part et d'autre du Nahr El Ouassel et la zone de Tissemsilt... Ce sera, quelques siècles plus tard, une «steppisation» forcée de la zone des piémonts (devenue caillouteuse) et le refoulement, vers le sud, de l'aire pastorale.

L'époque dite «pastorale», qu'on peut situer entre le 1er, le 2e et le 18e siècles, allait permettre un certain redéploiement des activités d'élevage, associées il est vrai à la céréaliculture.

Toutes les tribus s'adonnaient à l'élevage, elles acquerraient des droits de pâturage sur les territoires voisins et tentaient de développer les cultures [27]. Au nord du Sersou, par exemple, «les tribus du Nahr El Ouassel possédaient des terres alluviales fertiles qui étaient occupées par des céréales et des parcours».

«Les Beni Lent, à l'Ouest, pratiquaient, quant à eux, le jardinage et avaient de vastes prairies» [27], alors que les tribus du sud, (les Zenakhra et les Chellala...), qui se livraient également à des transactions commerciales diverses, pratiquaient l'élevage pastoral et les cultures itinérantes.

Cet état d'équilibre entre l'homme et les ressources d'un milieu naturel relativement bien fourni était donc basé, sur la conservation des pâturages, une consommation réglée des pacages et le déplacement des systèmes de culture.

Cependant, cet équilibre n'était que relatif, puisqu'il y a une deuxième rupture avec l'occupation colonial.

La colonisation avait pratiqué les grands défrichements en zone de piémonts et, le refoulement systématique de l'élevage vers le sud. Elle a surtout instauré l'ère de la monoculture céréalière, conduite d'ailleurs sous la forme extensive, avec en plus l'utilisation de techniques lourdes (dry-farming) mettant sérieusement en cause la fragilité du sol.

Pour le coton, c'était une spéculation assurant le revenu maximum pour un investissement et un capital minimums, mais pour le fellah algérien (qui n'utilise certes pas de techniques lourdes), c'était une obligation pour compenser les restrictions imposées à son espace agricole [28].

Ce dernier acculé à la misère a dû accentuer sa pression sur le sol et généraliser un habitat compact et regroupé.



Dès les années 30, il y a eu reflux des populations déracinées qui se sont installées tout le long du Nahr El Ouassel et qui, fondé et surpeuplé des villes secondaires, telles que Tissemsilt et Mahdia au sud. Tissemsilt, premier centre urbain après la 2e guerre mondiale, a vu sa population croître démesurément (+ 2.880 habitants entre 1936 et 1954), relayé par Mahdia (+ 43 % entre 1936 et 1948)[28].

En 50 ans, la population du Sersou a triplé[29], surtout au lendemain de l'indépendance et jusqu'en 1970. Cette pression humaine va encore s'accroître et mettre en cause, dès les premières années de l'indépendance, le peu de ressources agro-écologiques maintenues dans la région. Il est d'ailleurs, actuellement clair que la monoculture céréalière a quelque peu «déclassé» l'élevage et l'a confiné sur des parcours marginaux. L'orientation de fond est à l'heure actuelle la recherche d'une économie plus diversifiée et plus équilibrée, incontestablement le blé à sa place de marque dans les hautes plaines du Sersou.

Mais, il est également de plus en plus clair que sur le plan physique et agronomique, le blé travaillé sous la forme extensive, et de surcroît avec les mêmes techniques que celles pratiquées par les colons, aura sûrement des conséquences écologiques graves. Des études pédologiques et agro-écologiques devraient se faire le plus rapidement possible pour donner une explication rationnelle et scientifique à la faiblesse des rendements dans les nombreux domaines autogérés de la région. Car il est évident que, mis à part les problèmes techniques et organisationnels (qui sont importants), la faiblesse des rendements (céréalières, notamment), dans des zones agricoles et sur des terres jadis fertiles, ne peut que surprendre. Une étude sur les Hautes plaines de l'Est, conduite par le géographe Marc Cote[31], arrive à dégager quelques conséquences de type écologique qui peuvent signifier que les rendements et la productivité agricole dans ces régions particulières peuvent être liées fondamentalement à une régression des potentialités agro-écologiques. Nous citons la «descente biologique» de nombreux espaces sur-exploités par la monoculture céréalière, le rabattement des nappes lyriques, la dégradation et la mise en cause de la sole fertile.

Le Sersou «autogéré» voit cependant ses espaces agricoles changer et se remodeler, grâce à la restructuration foncière, à l'introduction et à la généralisation (depuis 1970 déjà) des systèmes agricoles intensifs (nouvelles techniques de production, réorganisation des travaux agricoles, diversification des cultures, réduction de la jachère intégrale...). Mais les rendements agricoles, sont toujours aussi bas[32] que dans les années 60 et les systèmes de culture toujours aussi extensifs, dans un secteur public au demeurant entièrement mécanisé et totalement pris en charge[33].

D'autre part, le secteur privé, pourtant important et suffisamment informé des «bienfaits» de l'intensification agricole semble lui aussi se contenter de reproduire un système de production quasi-extensif dont l'objectif principal réside dans le développement d'un élevage ovin

spéculatif avec notamment le maintien d'une rotation biennale favorable à la jachère et d'un sous emploi manifeste. De nombreuses familles agricoles élaborent ainsi des stratégies d'occupation et d'exploitation de l'espace agricole à des fins autres que la production céréalière, légumière ou fourragère : d'abord une stratégie d'occupation des espaces libres de pâturage et des jachères, à l'intérieur mais aussi à l'extérieur de leurs unités de production (notamment à l'intérieur des parcelles des ex. domaines autogérés limitrophes), notamment :

- l'achat de terres (récemment, la formule d'accession à la propriété foncière a fait des émules) pour la production d'orge fourrager ;
- l'engraissement sur place de leurs troupeaux de moutons, mais aussi ceux des agro-pasteurs venus du sud ;
- et enfin, l'occupation de l'espace à des fins non agricoles, et ce, afin de faire fructifier leurs capitaux dans des activités de transport, de stockage, de commerce, de location de matériel agricole.

Aussi assiste-t-on sur le plateau du Sersou à la naissance d'une nouvelle catégorie d'entrepreneurs agricoles, gros et moyens et des entrepreneurs d'occasion (investissant les secteurs de service du bâtiment et du commerce, notamment) caractéristiques d'une «société rurale en émergence»[\[34\]](#).

Le plateau du Sersou constitue aujourd'hui un espace à exploiter, mais aussi un espace à «consommer», et ce au fonction d'intérêts divers :

1) *La recherche légitime de la substance*, de la part d'une population agro-pastorale déracinée et marginalisée qui, rejetée aux abords des villes secondaires du Sersou, garde tout de même un contact avec son terrain d'origine, et utilise selon ses faibles capacités les parcelles des domaines du secteurs d'Etat, dans lequel elle trouve également gîte et salaire, les surplus des produits de ces domaines qu'elle autoconsomme ou dérobe (secs d'orge, fourrages secs, légumes secs), ainsi que son maigre réseau de relations pour accéder aux pâturages (cas des bergers...).

2) *La recherche de la rentabilité financière*, de la part d'une minorité d'éleveurs (souvent objetéistes), grâce au redéploiement des activités pastorales au delà de l'espace «Sahari» et à l'intérieur même de la cuvette du Sersou, toujours à la recherche de pâturages libres pour leurs troupeaux de moutons, mais aussi de moyens techniques et de «stratégies sociales» pour assurer l'alimentation et les soins nécessaires au développement de leurs élevages.

Deux types d'actions ont prévalu ces dernières années :

*La première est classique* et consiste en l'occupation d'espaces à pâturer selon le système de l'Achaba avec en plus, de fortes densités et de forte charges animales à l'hectare pâturé (plus de 3 brebis à l'hectare) : cette action est visible à partir de la fin du printemps et se trouve menée par des semi-nomades venus du sud qui ont au sein de

leur propre cheptel des troupeaux de moutons appartenant à de gros éleveurs, mais appartenant aussi à des notables locaux et à des fonctionnaires. Elle pose évidemment de nombreux problèmes aux autorités et aux collectifs des travailleurs des ex. domaines autogérés, puisque cette forme de «Achaba» se trouve être particulièrement dangereuse pour les surfaces cultivées (en blé) et pour les surfaces en jachère (qu'il faudrait d'ailleurs protéger). Les pouvoirs publics interviennent ainsi directement, et périodiquement pour limiter ou carrément interdire l'accès des semi-nomades aux parcelles (travaillées ou en jachère) des ex. domaines autogérés ; mais la réglementation n'est pas toujours respectée et le système des rapports sociaux dans la région reste favorable parfois à la mise en oeuvre de véritables stratégies d'appropriation et d'occupation de l'espace agricole par les propriétaires des troupeaux d'ovins[35].

La deuxième s'est imposée d'elle-même avec la néo-sédentarisation des anciens pasteurs et des habitants de la frange «Sahari» du Sersou (Chellala, Zmalet El Emir Abdelkader, Aïn Dheb...), elle consiste, en l'adoption définitive d'un système de production mixte agro-pastoral (céréaliculture, élevage ovin) qui n'est en fait que le support nécessaire à l'activité d'élevage, dominante à l'échelle de la région. Ce n'est là toutefois qu'un système «hybride», relativement instable et particulièrement fragile, car lié également aux aléas climatiques ; une dizaine d'années de sécheresse a raison de sa stabilité relative.

Le déséquilibre déjà ancien entre les besoins croissants d'un cheptel pléthorique et d'une population à modèle alimentaire exigeant[34], n'ont donc permis que la juxtaposition de deux systèmes de production devenus au fil du temps des systèmes antagonistes (la céréaliculture comme système alimentaire et l'élevage ovin comme système d'accumulation...).

Ces systèmes, à l'origine complémentaires et relativement bien intégrés au mode de vie des agro-pasteurs, se sont trouvés concurrentiels d'un espace lui-même en voie de déstabilisation. Il est donc clair que l'occupation et l'appropriation (partielle ou totale) de l'espace agricole devient une lutte âpre dans cette région où existent en fait deux espaces différenciés dans lesquels s'élaborent l'ensemble des stratégies sociales :

Un espace rural agro-pastoral et un espace semi-urbain.

1) *L'espace agro-pastoral du Sersou*, qui présente évidemment une juxtaposition de deux systèmes de production, jadis complémentaires, mais actuellement antagonistes et concurrentiels. Sur ces deux systèmes se superposent deux milieux humains :

- d'un côté les agriculteurs sédentaires et les travailleurs (permanents), des ex. domaines autogérés, dont la plupart descendent des premiers habitants de l'Ouarsenis et des zones de contact nord ;
- d'un autre côté, des nomades récemment sédentarisés, qui

effectuent un retour lent mais tenace vers un plateau connu pour ses activités exclusivement pastorales.

2) *l'espace semi-urbain* qui forme l'ensemble des villes secondaires du Sersou et qui met face à face deux types de populations :

- *l'une traditionnellement agro-pastorale et sédentaire* qui continue à être présente au niveau des structures agricoles (chefs de culture, fonctionnaires des circuits para-agricole) mais qui fonde une nouvelle (société rurale en « émergence ») (Tiaret, Tissemsilt) ;
- *l'autre semi-nomade et néo-sédentaire*, gardant certes des activités d'élevage (grâce à des aides familiaux utilisés comme bergers), mais qui a définitivement adapté des stratégies de diversification des ressources monétaires (dans les secteurs de service et le commerce, notamment...).

De celle-ci émergent certaines familles qui prennent peu à peu une importance économique jusqu'à devenir une catégorie sociale suffisamment forte pour imposer à leur environnement le système «ovin-viande» comme système dominant ainsi que les stratégies sociales qui l'accompagnent. C'est d'ailleurs de la ville que partent les décisions et les stratégies d'utilisation et d'exploitation de l'espace et des ressources naturelles comme les investissements et les services. Les agglomérations du Sersou deviennent ainsi :

1) le relais par l'amont et vers l'aval d'une production animale (ovine) florissante : le Souk de Tissemsilt occupe ainsi une position centrale pour drainer le cheptel des zones des piémonts (Béni Hindel, Ouled Bessem, Béni Meida), celui de Mahdia est celui qui draine le maximum de cheptel en provenance des zones «Sahari» (Oued Touil, Oussera) et celui engraisé dans les fermes de Sersou central... ;

2) le lieu de domiciliation d'une nouvelle bourgeoisie rurale et néo-sédentaire ayant des activités diverses... ;

3) l'exutoire principal d'une force de travail «libérée» par le double processus de marginalisation et de prolétarianisation d'une masse d'agro-pasteurs ruines...[\[37\]](#).

Le Sersou central se trouve être donc en quelques années une zone d'accueil privilégiée pour une masse de populations venues de diverses zones limitrophes (piémonts de l'Ouarsenis, steppe, djebel Nador...) dont les villes ont peu à peu étendu leurs tentacules jusqu'à reprendre en leur sein les autoganismes produits à la campagne[\[37\]](#).

Ceci n'a malheureusement pas empêché que les espaces agricoles soient soumis à d'intenses pressions qui sont susceptibles de précipiter la crise des écosystèmes agricoles et alimentaires.

Le constat final qu'on pourrait donc faire se résume en la persistance d'une agriculture extensive à faible productivité alimentaire, mais aussi en la multiplication, désormais forte, de troupeaux de moutons sur des espaces agricoles et des pâturages de plus en plus dégradés.

La remise en cause de cet état de fait s'impose de lui-même lorsqu'on opte, comme semble être le cas aujourd'hui, pour un développement rural global et intégré, dans lequel l'intensification de l'agriculture devrait se faire en conformité avec la réorganisation des structures et des stratégies actuelles existantes au niveau du grand Sersou.

## **Conclusion :**

Les écosystèmes ruraux sont des milieux de vie, des espaces de production et de consommation qui ont subi, au cours de l'histoire, de nombreuses transformations et de multiples aménagements qui les ont rendus particulièrement fragiles et donc peu susceptibles de dégager le minimum de sécurité alimentaire nécessaire à la population. C'est là une situation qui semble caractériser de nombreuses zones rurales algériennes, notamment les zones de contact et de piémonts, de même que les hautes plaines du Sersou.

Ces zones subissent un long processus de dégradation physique et de désarticulation des structures productives, après avoir connu une époque où elles se trouvaient en complémentarité entre elles, et où les activités des hommes impliquaient surplus et stabilité.

Mais la convoitise des uns et la pression des autres ont quelque peu changé les données du problème jusqu'à mettre en péril, non seulement le milieu naturel et la stabilité des écosystèmes proprement dits, mais aussi la nature même des systèmes de production et de consommation alimentaires.

Les preuves nous sont quotidiennement données par les pratiques et les pressions qu'exercent sur le sol et sur les ressources naturelles, autant en zones de piémonts et de steppe que sur les Hautes plaines du Sersou, une population nombreuse, ayant adopté une série de stratégies assez diversifiées d'occupation et d'exploitation de l'espace rural.

Ces stratégies particulières correspondent chacune à des objectifs économiques précis dont :

- 1) La recherche d'une sécurité alimentaire minimale, de la part des populations marginalisées de piémonts et de la zone agro-pastorale (Sahari) du Sersou.
- 2) La consolidation de la base économique de la part des pasteurs et des agricultures moyens.
- 3) Le déplacement vers l'emploi et la prolétarianisation souvent associé au fait de «renverser» salaire et autres revenus complémentaires à la grande famille dont on fait partie.
- 4) Enfin, l'élargissement du réseau de relation pour imposer le système spéculatif «ovin-viande» et le contrôle par l'aval de la production agricole et alimentaire, de la part de nombreux gros et moyens éleveurs, de notables et de fonctionnaires reconvertis.

C'est là un monde rural en pleine mutation, mais ayant rejoint les secteurs en crise, du fait notamment que la majorité des populations

rurales est marginalisée, et que l'ensemble des écosystèmes ruraux est sérieusement perturbé.

La remise en cause du mode de fonctionnement et de reproduction actuel de ces écosystèmes devient donc la condition principale pour prétendre engager le redéploiement des activités économiques et le bien être social des populations marginalisées de ces zones.

Ceci ne pourrait se concevoir sans :

- 1) Une protection efficace et durable du potentiel foncier dégradé et des ressources végétales.
- 2) Un aménagement rural global qui tienne compte des anciennes complémentarités entre les zones de piémonts et de la steppe d'une part et de la zone du Sersou central d'autre part, mais aussi des complémentarités entre le système de production végétal et le système de production animal.
- 3) La réorientation des activités d'un élevage ovin spéculatif.
- 4) La maîtrise du marché de la viande rouge.
- 5) Un réalisme qui devrait être la trame de base de tout processus d'aménagement, de mise en valeur ou d'intensification de l'agriculture dans cette région.

Rendements céréaliers dans la wilaya de Tiaret  
(compagne) : 1984/85)

Céréales	Enquête – rendements (Qx/ha)	Enquête intensification (Qx/ha)	
		S.P.	
Blé dur	9,09	S.P.	16,10
		S.P.	12,50
Blé tendre	7,63	S.P.	10,53
		S.P.	12,10
Orge	11,00	S.P.	28,67
		S.P.	20,49
Moyenne	9,24	S.P.	18,43
		S.P.	18,36

Évolution des surfaces céréalières dans les wilayas de Tiaret +  
Tissemsilt

Espèces	Compagne 1982/83 (ha)	Compagne 1983/84 (ha)	Compagne 1984/85 (ha)
Blé dur	601.341	744.028	507.476
Blé tendre	415.646	442.160	830.268
Orge	238.026	422.697	624.826
Avoine	39.099	41.980	91.259
Total	1294.112	1479.982	

Source : D.A.P. Wilaya de Tiaret Service Statistique.

Tableau n°... Répartition des éleveurs selon l'importance du troupeau et  
par espèce  
Unité = Eleveurs

Catégorie	Bovins	Catégorie	Ovins
1	52	1 à 10	41
2 à 5	334	10 à 50	290
6 à 10	16	50 à 100	47
plus de 10	5	100 à 200	32
		200 à 500	4
		plus de 500	—
<b>Total</b>	<b>407</b>	<b>Total</b>	<b>414</b>

Tableau n°... Répartition des effectifs d'animaux selon l'espèce et l'importance du troupeau

Catégorie	Bovins	Catégorie	Ovins
1	52	1 à 10	410
2 à 5	209	10 à 50	11733(*)
6 à 10	166	50 à 100	3830 (XX)
plus de 10	76	100 à 200	4920
<b>Total</b>	<b>1203</b>	200 à 500	1300
		plus de 500	—
		<b>Total</b>	<b>22223</b>

(\*) dont 30 en élevage indirect

(XX) dont 100 en élevage indirect.

Source : D.A.P. Wilaya de Tiaret Service Statistique.

## BIBLIOGRAPHIE

AARDES : Revenus des ménages de la wilaya de Tiaret, d'après le recensement de 1966, SEP, Alger, 1970.

ANANITCHEV (K.) : L'environnement, aspects internationaux, ed. Progrès, Moscou, 1975.

BERTRAND (G.) ET BERTRAND (G.) : Histoire de la France rurale, Paris, Seuil, 1975, T. 1.

BOUMZA (N.) : Rapports villes-campagnes sur le contact Ouarsenis, Sersou, Alger, SNED, 238 p. (27), (et thèse de 3e cycle).

BOUKHOBZA (M.) : L'agro-pastoralisme traditionnel, Alger, OPU, 1979.

AIDOUD (A.) : Productivité végétale et applications pastorales, cas des Hautes plaines steppiques de Saïda.

ET BENREBIHA (L.) : Les coopératives pastorales...

ET DJEBAILI (S.) : Bases écologiques pour un aménagement rationnel (communication présentée au «séminaire national sur le développement de la steppe»), ONRS, MERS, Saïda, sep. 1983.

DUVIGNEAU (G.) : Innovations agricoles et société rurale en émergence, thèse de doctorat d'Etat es-lettres, Nice, fév. 1985, 2 tomes.

BRULE (J.) : Transformations récentes de l'espace rural algérien, soc, longdocienne de géographie, Montpellier, 1976.

COUDERC (R.) : Les hautes plaines sud oranaises, thèse de doctorat d'Etat en géographie, déc. 1978, Montpellier.

COTE (M.) : L'espace rural algérien, prémisses pour un aménagement, OPU, Alger, 1980.

MAP/DGPE : Perspectives de l'agriculture pour l'an 2000, document interne inédit.

MAP/DAP : Wilaya de Tiaret documents statistiques divers.

SAHLI (Z.) : Marginalisation et processus de développement, application au cas du Moyen Chétif, thèse de doctorat de 3e cycle, Montpellier, juin 1983.

GUILLERMOU (Y.) : Eléments pour une stratégie d'éco-développement pour les zones arides d'Algérie, CIRED n° 2, Paris, 1974.

SACHS (L.) : Stratégie de l'éco-développement.

SARI (D.) : L'homme et l'érosion dans l'Ouarsenis, SNED, Alger, 1977.

## Notes

---

**[\*]** I.N.E.S de Tiaret

**[1]** Collectif de l'Institut agronomique méditerranéen I.A.M. «La sécurité alimentaire dans le monde arabe» (en arabe), document préparé pour la CEE, ronéoté, p. 4.

**[2]** Produits actuellement stratégiques : viandes rouges, céréales (blé dur, farines), huiles végétales, sucre, produits laitiers...

**[3]** La population algérienne croît vite.  
Taux de natalité : 4,2 %/an.  
Taux de croissance : 3,2 %/an.  
Espérance de vie : 65 ans.  
Population actuelle (1986) : 22,5 millions d'habitants.  
Population prévue pour l'an 2000 : 34 millions d'habitants.  
Beaucoup de spécialistes ont estimé que les crédits alloués à l'agriculture n'ont pas été totalement consommés. (Karsenty, in Cahiers du CREA).

**[4]** MAP L'agriculture algérienne perspectives pour l'an 2000, MAP, DGEP, document inédit.

**[5]** MAP-DGEP L'agriculture algérienne perspectives pour l'an 2000, op. cit.



**[6]** Pour : Blé dur : de 6 à 11 qx/ha entre 1982 et 1985.  
 Blé tendre : de 7 à 10 qx/ha entre 1982 et 1985.  
 Orge : de 5,20 à 10,50 qx/ha entre 1982 et 1985.  
 Source : Enquête rendements, MAP.  
 Pois chiche et lentilles : 1 à 1,7 qx/ha entre 1980 et 1982.  
 Production maraîchère multipliée par quatre entre 1980 et 1985.  
 Production avicole multipliée par cinq entre 1980 et 1985.  
 Source : Afric. Economie n° 3, 1986.

**[7]** Anonitchev (K.) : L'environnement aspects internationaux. Ed. du Progrès, Moscou, 1, 75 p. 13.

**[8]** Près de 100 pays sont touchés par le phénomène de désertification (850 millions de personnes), près de 45 millions de km<sup>2</sup> (soit 32 % des terres immergées).  
 En forêt tropical : 11 millions d'ha de forêts abattues.  
 En Afrique : 7 millions d'ha sont quotidiennement exposées aux défrichements aux incendies multiples et aux povistes.  
 En Algérie : la SAU régresse chaque année moins la désertification progresse vers le nord de 2 à 5 km par an.

**[9]** Anonitchev (K.) : L'environnement aspects internationaux. op. cit., p. 23.

**[10]** Duvigneau (L.) : Innovations agricoles et société rurale en émergence, thèse de Doctorat d'Etat, Nice, février 1985, p. 53.

**[11]** La population du piémont méridional de l'Ouarsenis a évolué comme suit :  
 Entre 1926 et 1936 : un accroissement lent de plus de 10 %  
 Entre 1936 et 1948 : un accroissement lent de près de 3,5 %  
 Et au delà de 1954-54 : un accroissement rapide de plus de 90 %.  
 Evolution de la population algérienne dans la zone du contact nord (piémonts).  
 1844 : 560 habitants, 1892 : 1000 habitants, 1907 : 2993 habitants, 1927 : 3796 habitants, 1947 : 8740 habitants, 1954 : 9339 habitants, 1960 : 13.044 habitants, 1970 : 29.280 habitants.  
 Source : G. Duvigneau, thèse, op. cit. p. 55., et N. Boumaza, thèse «Le Sersou contact ville-campagne, Alger, mars 1972, p. 55).

**[12]** N. Boumaza : Le Sersou contact ville-campagne, op. cit., p. 305.

**[13]** G. Duvigneau : Innovations agricoles, op. cit.

**[14]** Exemple de la commune montagnaise et de piémonts de Guertaffe (voir tableau n°...).

**[15]** MAP/DAP, wilaya de Tiaret : Les grandes orientations de l'agriculture de la wilaya de Tiaret, document interne, services statistiques, et Etude de BNEDER sur «l'arboriculture fruitière dans la wilaya de Tiaret, 1er plan quinquennal, 1980-84.

**[16]** MAP/DAP, wilaya de Tiaret, op. cit.

**[17]** Projet de mise en valeur de l'oued Touil (wilaya de Tiaret) ; étude géobotanique effectuée par une mission sociétiqu.

**[18]** MERS/ONRS/CRBT. Etude phyto-écologique et phyto-sociologique, périmètre de mise en valeur de Aïn Skhoune, (wilaya de Saïda), Bordj El May Bougrols... document renéoté, 1983.

**[19]** Benrehiba : les coopératives pastorales.  
Djebaili (S.) : Bases écologiques pour un aménagement rationnel.  
Aidoud (A.) : Productivité végétale et applications pastorales cas des hautes plaines steppiques de Saïda. Communications présentées au séminaire national sur le développement de la steppe, ONRS, Saïda, 1983.

**[20]** Benrebiha et Aidoud (A.), op. cit.

**[21]** Boumaza (N.) : Le Sersou, contact ville-campagne.

**[22]** Duvigneau (G.) : Innovations agricoles... op. cit., p. 82.

**[23]** Office de mise en valeur de Aïn Skhoune, (wilaya de Saïda), op. cit.

**[24]** Boumaza (N.) : Le Sersou, contact ville-campagne. op. cit. pp. 1 et 4.

**[25]** Duvigneau (G.) : Innovations agricoles, op. cit. p. 24.

**[26]** MAP/DAP/Wilaya de Tiaret, service statistiques.

**[27]** Boumaza (N.) : Le Sersou, op. cit., pp. 32 et 39.

**[28]** Boumaza (N.) : Idem.

**[29]** Duvigneau (G.) : Innovations agricoles..., op. cit., p. 64.

**[30]** Duvigneau (G.) : Innovations agricoles, op. cit., pp. 32-38, étude intéressante sur les domaines autogérés du Sersou central (Mahdia, Tissemsilt...). Rendements comparés entre les campagnes : 1945-55 et 1967-77, 1945-55, 8,1 qx/ha pour le blé et 7,8 qx/ha pour le blé dur, 1967/77 8,8gx/ha pour le blé et 6,7 qx/ha pour le blé tendre.

**[30]** Duvigneau (G.), Idem. p. 707.

**[31]** Marc Cote : L'espace rural algérien prémisses d'un aménagement, OPU, Alger, 1980.

**[32]** MAP/DAP/wilaya de Tiaret, statistiques sur les «enquêtes-rendements» et les «enquêtes-intensification» (voir tableau n°...).

**[33]** Plus de 246 domaines agricoles socialistes (DAS), sur 368.800 ha, (soit une moyenne de 141 ha par domaine), et plus de 10.000 ouvriers, entièrement équipés et soutenus par diverses structures techniques et administratives.

**[34]** Duvigneau (G.) : Innovations agricoles, op. cit., p. 707.

**[35]** Duvigneau (G.) : Idem et cadron (J. M.)

**[36]** Les modèles de consommation dans le milieu rural algérien sont des modèles certes hétérogènes, mais aussi tendoriels par rapport aux modèles urbains. (Voir notre étude sur «Le genre de vie et les modèles de consommation dans le milieu rural algérien, in Panorama des sciences sociales», ONRS, mai 1981, Alger.

**[37]** Boumaza (N.) : Le sersou... op. cit., pp. 302-303.